**Contrat-type régional d’aide à l’installation des orthophonistes dans les zones sous denses**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;

Vu l’arrêté de la Directrice générale de l’Agence régionale de santé du 3 janvier 2024 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l’accès aux soins et des zones dans lesquelles l’offre est particulièrement élevée pour la profession d’orthophoniste ;

Vu l’arrêté de la Directrice générale de l’Agence régionale de santé du 12 mars 2024 relatif aux contrats-types régionaux incitatifs à l’implantation et au maintien des orthophonistes libéraux dans les zones sous denses ;

Vu l’avis du 26 octobre 2017 relatif à l’avenant n°16 à la convention nationale organisant les rapports entre les orthophonistes et l’assurance maladie ;

Vu l’avis du 25 février 2022 relatif à l’avenant n°19 à la convention nationale organisant les rapports entre les orthophonistes et l’assurance maladie,

Il est conclu entre, d’une part, d’une part, la caisse primaire d’assurance maladie / la caisse générale de sécurité sociale (dénommée ci-après CPAM/CGSS) de :

Département : DÉPARTEMENT

Adresse : ADRESSE

représentée par : (NOM, PRÉNOM/FONCTION/COORDONNÉES) ;

l’Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l’ARS) de :

Région : Bretagne

Adresse : 6 Place des Colombres – CS 14253 – 35042 RENNES CEDEX

représentée par : (NOM, PRÉNOM/FONCTION/COORDONNÉES) ;

Et, d’autre part, l’orthophoniste :

Nom : NOM

Prénom : PRÉNOM

Numéro ADELI : NUMÉRO ADELI

Numéro AM : NUMÉRO AM

Adresse professionnelle : ADRESSE PROFESSIONNELLE

un contrat d’aide à l’installation des orthophonistes en zone sous dense.

**Article 1 Champ du contrat d’installation**

**Article 1.1 Objet du contrat d’installation**

Le contrat a pour objet de favoriser l’installation des orthophonistes libéraux, en zone « sous dense », par la mise en place d’une aide forfaitaire pour les accompagner dans cette période de fort investissement généré par leur installation à titre libéral dans ces zones (locaux, équipements, charges diverses, etc.).

Cette option vise à inciter les orthophonistes libéraux à s’installer en zone « sous dense » individuellement ou dans le cadre d’un exercice regroupé (cabinet de groupe ou en maison de santé pluri-professionnelle).

**Article 1.2 Bénéficiaires du contrat d’installation**

Le contrat d’installation est réservé aux orthophonistes libéraux conventionnés s’installant dans une zone « sous dense » telle que définie en application du 1° de l’article L. 1434-4 du code de santé publique.

L’adhésion à l’option est individuelle. Par conséquent, chaque orthophoniste d’un cabinet de groupe devra accomplir à titre personnel les démarches d’adhésion.

Dans le cas d’un exercice en groupe, il joint à l’acte d’adhésion une copie du contrat de groupe.

Pour un même orthophoniste, le contrat d’aide à l’installation n’est cumulable, ni avec le contrat d’aide au maintien défini à l’article 3.2.1.3 de la convention nationale organisant les rapports entre les orthophonistes et l’assurance maladie, ni avec le contrat d’aide à la première installation défini à l’article 3.2.1.2 de la même convention.

Un orthophoniste ne peut bénéficier qu’une seule fois du contrat d’aide à l’installation.

**Article 2 Engagements des parties dans le contrat d’installation**

**Article 2.1 Engagements de l’orthophoniste**

L’orthophoniste s’engage :

* à remplir les conditions lui permettant de percevoir les aides à l’équipement informatique du cabinet professionnel prévues à l’article 29 de la convention nationale organisant les rapports entre les orthophonistes et l’assurance maladie ;
* à exercer pendant une durée minimale de cinq ans dans la zone « sous dense » à compter de la date d’adhésion ;
* à justifier d’une activité libérale conventionnée réalisée à 50% de son activité dans la zone sous dense » en ayant un honoraire moyen annuel de plus de 5 000 € sur la zone ;
* en cas d’exercice individuel, à recourir autant que possible à des orthophonistes remplaçants, assurant la continuité des soins en son absence.

À titre optionnel, l’orthophoniste peut s’engager à exercer les fonctions de maître de stage prévues à l’article D. 4341-7 du code de la santé publique et à accueillir en stage un étudiant en orthophonie.

**Article 2.2 Engagements de l’assurance maladie et de l’agence régionale de santé**

En contrepartie des engagements de l’orthophoniste définis à l’article 2.1, l’assurance maladie s’engage à verser une participation forfaitaire au titre de l’équipement du cabinet ou autres investissements professionnels (véhicule, etc.) et au titre de la prise en charge des cotisations sociales du risque allocations familiales de 19 500 euros.

Cette aide est versée de la manière suivante :

* 7 500 euros versés à la date de signature du contrat ;
* 7 500 euros versés avant le 30 avril de l’année civile suivante ;
* Et ensuite les trois années suivantes 1 500 euros par année versés avant le 30 avril de l’année civile suivante.

L’orthophoniste adhérant au présent contrat bénéficie également d’une rémunération complémentaire d’un montant de 200 euros par mois (pendant la durée du stage) s’il s’est engagé, à titre optionnel, à accueillir un étudiant stagiaire à temps plein pendant la durée de son stage de 4ème et 5ème année d’études dans les conditions précisées aux articles D. 4341-7 et suivants du code de la santé publique. Ce montant est proratisé en cas d’accueil à temps partiel d’un stagiaire.

Le versement des aides est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

En cas d’adhésion au cours d’une année civile, le respect des engagements est apprécié à compter du premier jour du mois suivant la date d’adhésion.

L’Agence Régionale de Santé peut accorder une majoration de cette aide forfaitaire à l’installation et de l’aide optionnelle pour l’accueil de stagiaires pour les orthophonistes adhérant au présent contrat exerçant dans des zones identifiées par l’Agence Régionale de Santé comme particulièrement déficitaires en offre de soins en orthophonie parmi les zones sous denses telle que prévue au 1° de l’article L. 1434-4 du code de santé publique.

Cette majoration est définie dans le contrat type régional arrêté par chaque ARS conformément aux dispositions de l’article L. 162-14-4 du code de la sécurité sociale.

Cette modulation bénéficie au maximum à 20% des zones « sous denses ».

Cette majoration ne peut excéder 20% de l’aide forfaitaire à l’installation et de l’aide pour l’accueil de stagiaires.

Pour les orthophonistes faisant l’objet d’une majoration de l’aide, le montant de l’aide tenant compte de la majoration est précisé à l’article 2.3 du présent contrat.

**Article 3 Durée du contrat d’installation**

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature, sans possibilité de renouvellement.

**Article 4 Résiliation du contrat d’installation**

**Article 4.1 Rupture d’adhésion à l’initiative de l’orthophoniste**

L’orthophoniste peut à tout moment décider de résilier son adhésion au contrat et ce, avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d’assurance maladie, du ressort du cabinet principal du professionnel, de la lettre recommandée avec demande d’avis de réception l’informant de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d’assurance maladie du ressort du cabinet principal du professionnel procède à la récupération des sommes indûment versées au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par l’orthophoniste.

**Article 4.2 Rupture d’adhésion à l’initiative de la caisse d’assurance maladie**

En cas d’absence de respect par l’orthophoniste de tout ou partie de ses engagements (orthophoniste ne répondant plus aux critères d’éligibilité au contrat définis à l’article 1.2 du contrat ou ne respectant plus ses engagements définis à l’article 2.1), la caisse l’informe par lettre recommandée avec accusé de réception de son intention de résilier l’option conventionnelle.

L’orthophoniste dispose d’un délai d’un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

À l’issue de ce délai, la caisse peut notifier à l’orthophoniste la fin de son adhésion et récupère les sommes indûment versées au titre de l’option conventionnelle au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation.

**Article 5 Conséquence d’une modification des zones sous denses**

En cas de modification par l’ARS des zones sous denses prévues au 1° de l’article L. 1434-4 du code de la santé publique entrainant la sortie du lieu d’exercice de l’orthophoniste adhérant de la liste des zones sous denses, le contrat se poursuit jusqu’à son terme sauf demande de résiliation par l’orthophoniste.

Fait à VILLE, le DATE,

L’orthophoniste La caisse d’assurance maladie L’agence régionale de santé

 NOM PRÉNOM NOM PRÉNOM NOM PRÉNOM